

malgré l'aversion du NJM pour "l'impérialisme américain", les premières déclarations officielles étaient presque exemptes de critiques explicites à l'endroit des États-Unis. Lorsqu'on abordait des questions comme l'impérialisme, l'oppression et la dépendance, il s'agissait plus de débats théoriques que d'accusations portées contre un État donné.⁸⁰ Par cette réserve, le régime voulait sans doute éviter de provoquer les États-Unis, d'autant plus qu'il était aux prises avec des problèmes économiques énormes et n'aurait pas dédaigné une offre d'aide financière. On peut donc conclure qu'ici comme ailleurs, les États-Unis disposaient de moyens de pression considérables pour influencer sur la politique étrangère du régime au pouvoir.

Toutefois, les États-Unis ont repoussé les premières ouvertures faites par le gouvernement de la Grenade. Le 23 mars, au lendemain de la révolution, l'ambassadeur américain Ortiz, rattaché à la Barbade, s'est rendu à la Grenade sur ordre de Washington pour évaluer la situation. Au cours de ses entretiens avec les nouveaux dirigeants, Ortiz a souligné la position précaire de la devise grenadine et lancé une mise en garde contre toute politique susceptible d'effaroucher les touristes, citant les mésaventures de la Jamaïque sous le régime Manley. Il a également répété que les États-Unis verraient d'un mauvais oeil tout rapprochement avec Cuba. Puis, en réponse à une demande d'aide économique formulée antérieurement par la Grenade, il a offert une somme de 5 000 \$. Par la suite, les États-Unis ont refusé d'accepter les lettres de créance de Dessima Williams, ambassadeur désigné de la Grenade à Washington.

Plus tard encore, en 1980, les Américains ont tenté de bloquer l'aide consentie à la Grenade par l'OAS, après de graves inondations. Ils ont également empêché que la Grenade puise dans le fonds de secours de l'*Agency for International Development* des États-Unis (US/AID), fonds destiné, par l'entremise de la Banque de développement des Caraïbes, aux pays producteurs de bananes dans les Îles du Vent. Ces mesures, qui marquaient la désapprobation du gouvernement Carter à l'égard du régime Bishop, ont eu pour effet d'amplifier les craintes des dirigeants grenadins à l'égard des intentions américaines et d'intensifier leur hostilité envers les États-Unis. Les propos ultérieurs de Maurice Bishop montrent à quel point son gouvernement était déçu et insulté par le comportement des États-Unis :

⁸⁰ Voir, par exemple, "*Imperialism Is Not Invincible*", *op. cit.* (note 73), *passim.*, et surtout les pp. 88 et 89.